

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

DIXIEME SESSION

Documents officiels



SIXIEME COMMISSION, 451^e

SEANCE

**Vendredi 4 novembre 1955,
à 15 h. 30**

New-York

SOMMAIRE

Pages

Point 50 de l'ordre du jour :	
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa septième session (<i>fin</i>)	55
Point 53 de l'ordre du jour :	
Question du maintien en fonctions du Tribunal des Nations Unies en Libye: rapport du Secrétaire général	56

Président: M. Manfred LACHS (Pologne).

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa septième session (A/2934, A/C.6/L.357/Rev.1) [*fin*]

1. M. SEN (Inde) remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique d'avoir tenu compte de l'opinion émise par plusieurs membres de la Commission en déposant une version révisée de son projet de résolution (A/C.6/L.357/Rev.1).
2. Cependant, il serait utile de demander et de connaître l'avis de la Commission du droit international avant de lui retirer un privilège qui lui est reconnu jusqu'à présent en matière d'élection de ses membres. La question peut lui être posée, car elle est intimement liée à celle de la prorogation de la durée du mandat, sur laquelle la Commission du droit international a déjà pris position. En outre, elle ne comporte pas d'aspect politique.
3. M. Sen a donc décidé, avec le représentant du Costa-Rica, de soumettre un amendement au projet de résolution révisé des Etats-Unis. Le texte de cet amendement est le suivant: insérer, entre le considérant et le dispositif, le paragraphe ci-après:
"Invite la Commission du droit international à faire connaître son opinion au sujet de la modification de l'article 11 de son statut, relatif aux cas de vacance survenant après élection¹."
4. Ce texte aurait l'avantage de ne pas imposer de directives strictes à la Commission du droit international, et de la laisser libre de donner suite ou non à l'invitation.
5. Répondant à une question du PRESIDENT, M. TREJOS (Costa-Rica) déclare que, étant coauteur du texte dont le représentant de l'Inde vient de donner lecture, il retire son projet initial d'amendement (A/C.6/L.360).
6. M. TABIBI (Afghanistan) estime qu'il convient de maintenir le système actuel, qui permet à la Commission du droit international de pourvoir aux cas de vacance survenant après élection. Cet organe est tout désigné pour appeler à siéger dans son sein les person-

¹ Cet amendement a été publié après la séance sous la cote A/C.6/L.363.

nalités qu'elle juge le mieux qualifiées, compte tenu des travaux en cours. On peut toujours craindre que l'Assemblée générale obéisse, dans le choix des membres, à des considérations politiques. Il faut préserver au maximum l'indépendance de la Commission du droit international.

7. En tout état de cause, il serait utile de connaître l'avis de la Commission sur la modification de l'article 11 de son statut. Aucune décision ne doit être prise avant cette consultation.

8. M. BRETON (Canada) n'aurait pu accepter l'amendement du Costa-Rica, mais le nouveau texte dont le représentant de l'Inde a donné lecture lui donne satisfaction.

9. M. ESCUDERO (Equateur) déclare que, lorsque la durée du mandat des membres de la Commission du droit international était de trois ans, il était logique de permettre à cet organe de pourvoir aux vacances survenant après élection. Si la durée du mandat est portée à cinq ans, la raison n'existe plus et il convient de revenir au mode normal d'élection par l'Assemblée générale.

10. Il va sans dire que, si la Sixième Commission adopte le projet de résolution des Etats-Unis sous sa forme révisée, projet dont le représentant de l'Equateur est partisan, ce texte ne sera soumis à l'Assemblée générale que si celle-ci approuve la prorogation de la durée du mandat.

11. M. Escudero rappelle que le Président de la Commission du droit international a promis d'attirer l'attention des membres de cet organe sur la question de la modification de l'article 11 de son statut (453^{ème} séance). Le problème est délicat, car il est vraisemblable que la Commission du droit international ne se verra pas privée sans déplaisir d'un privilège qu'elle détenait. Pour laisser toute liberté à la Commission du droit international, il paraît préférable d'adopter la formule suggérée par M. Spiropoulos et par conséquent d'approuver, sans l'amender comme le voudraient l'Inde et le Costa-Rica, le projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique (A/C.6/L.357/Rev.1).

12. M. TARAZI (Syrie) fait siens les arguments invoqués par le représentant de l'Afghanistan, et ne pourra appuyer le projet de résolution révisé des Etats-Unis que si l'amendement proposé par l'Inde et le Costa-Rica est adopté, car il ne fait aucun doute que l'Assemblée générale ne saurait prendre de décision définitive sans avoir au préalable consulté la Commission du droit international. Il semble tout à fait inutile de modifier l'article 11 du statut, que l'Assemblée générale a adopté en connaissance de cause. La Commission du droit international est parfaitement en mesure de pourvoir aux vacances survenant après élection, en tenant compte bien entendu des dispositions des articles 2 et 8 de son statut. Il n'est donc pas nécessaire que l'Assemblée intervienne à nouveau.

13. M. CANAL RIVAS (Colombie) fait observer que le projet initial des Etats-Unis avait un but immédiat, celui de modifier l'article 11 du statut de la Commission du droit international, mais que, sous sa forme révisée, il n'a plus de raison d'être. L'article 13 du règlement intérieur prévoit que tout Etat Membre peut demander l'inscription d'une question à l'ordre du jour provisoire d'une session de l'Assemblée générale. Il n'est donc pas nécessaire que les Etats-Unis présentent un projet de résolution à cet effet.

14. M. Canal Rivas votera en faveur de l'amendement présenté par l'Inde et le Costa-Rica, dont l'objet est bien défini, et s'abstiendra si le projet de résolution des Etats-Unis n'est pas modifié dans ce sens.

15. M. MEMON (Pakistan) estime, lui aussi, que le projet de résolution révisé des Etats-Unis est sans objet, étant donné l'article 13 du règlement intérieur. Ce n'est pas seulement par souci de courtoisie, mais pour se conformer aux précédents, que l'Assemblée générale doit consulter au préalable la Commission du droit international.

16. Le représentant du Pakistan votera en faveur du projet de résolution révisé à condition que l'amendement de l'Inde et du Costa-Rica y soit inclus.

17. M. CARPIO (Philippines) déclare qu'en prolongeant la durée du mandat, la Sixième Commission a pris une décision qui a des répercussions très importantes sur d'autres articles du statut de la Commission du droit international. Le projet présenté par les Etats-Unis et modifié par l'Inde et le Costa-Rica attire l'attention de l'Assemblée sur l'une de ces conséquences, mais il est regrettable que la Commission du droit international n'ait pas été priée d'envisager toutes les répercussions de la mesure adoptée et de rendre compte à ce sujet à l'Assemblée générale.

18. Il faudrait, d'abord, que l'Assemblée générale mette au point un système d'élections partielles échelonnées qui assure une meilleure continuité des travaux de la Commission du droit international, puisque c'est là l'objectif que l'on se propose d'atteindre en prolongeant la durée du mandat. Il faudrait, ensuite, que l'Assemblée générale examine la question des réélections. Si la continuité des travaux se trouve assurée par la prolongation du mandat, il semble inutile que le statut continue à prévoir que les membres de la Commission seront rééligibles, du moins immédiatement. L'Assemblée générale devrait enfin veiller à assurer l'application de l'article 8 du statut, car il est certain que la modification adoptée ne sera pas sans effet sur le principe de la représentation équitable des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde.

19. Le représentant des Philippines a tenu à signaler à la Sixième Commission les conséquences de la décision qu'elle a prise. Il n'approuve pas le projet de résolution dont la Commission est saisie, mais il est possible que la délégation des Philippines s'abstienne au moment du vote.

20. M. Carpio demande au Président de la Commission du droit international si l'adoption du projet de résolution modifierait l'engagement qu'il a pris d'attirer l'attention des membres de cette commission sur les diverses questions en jeu.

21. M. SPIROPOULOS (Président de la Commission du droit international) répond qu'en tout état

de cause, il exposera devant la commission les divers points qui ont fait l'objet du débat, et demandera à ses membres s'ils tiennent à faire connaître leurs vues à l'Assemblée générale, à sa session suivante.

22. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement que présentent le Costa-Rica et l'Inde (A/C.6/L.363) au projet de résolution révisé des Etats-Unis (A/C.6/L.357/Rev.1).

Par 44 voix contre 0, avec 10 abstentions, cet amendement est adopté.

23. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution révisé des Etats-Unis (A/C.6/L.357/Rev.1).

Par 50 voix contre 0, avec 3 abstentions, le dispositif du projet de résolution est adopté.

Par 53 voix contre 0, avec 1 abstention, l'ensemble du projet de résolution révisé, sous sa forme modifiée, est adopté.

24. Le PRESIDENT félicite la Sixième Commission de l'unanimité de cette décision.

25. Il remercie le Président de la Commission du droit international pour sa coopération au cours du débat.

26. M. SPIROPOULOS (Président de la Commission du droit international) remercie la Sixième Commission de l'avoir invité à prendre part à la discussion.

M. Spiropoulos (Président de la Commission du droit international) se retire.

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Question du maintien en fonctions du Tribunal des Nations Unies en Libye: rapport du Secrétaire général (A/2983, A/C.6/L.348, A/C.6/L.352, A/C.6/L.354)

27. Le PRESIDENT invite la Commission à aborder l'examen du point 2 de son ordre du jour [point 53*].

28. M. EL ERIAN (Egypte), qu'appuient M. MEMON (Pakistan) et M. TARAZI (Syrie), propose d'ajourner l'examen de ce point de l'ordre du jour. Selon les renseignements qu'il possède, les Gouvernements de l'Italie et de la Libye seraient parvenus à un accord et auraient créé un comité technique pour mettre en œuvre cet accord. Il serait donc préférable que la Sixième Commission attende, pour examiner la question, d'avoir à sa disposition les renseignements annoncés par le représentant du Secrétaire général au début de la session (441ème séance).

29. Sur la demande de M. JAMIESON (Australie), le PRESIDENT précise que, si la Sixième Commission décide d'ajourner l'examen du point 2 de son ordre du jour, et si les renseignements en question lui parviennent pendant qu'elle examine une autre question, elle achèvera l'étude de cette question avant de revenir au point 2.

30. Le PRESIDENT met aux voix la proposition du représentant de l'Egypte.

Par 47 voix contre 0, avec 5 abstentions, cette proposition est adoptée.

31. Le PRESIDENT déclare qu'à sa prochaine séance, la Sixième Commission abordera l'examen du point 3 de son ordre du jour [point 51*].

La séance est levée à 16 h. 45.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.